



# FEMMES SANS-ABRI

## QUELLE PLACE AU SEIN DU SECTEUR DE LA LUTTE CONTRE L'EXCLUSION DU LOGEMENT ?

---

**Marjorie LELUBRE**Docteure en sociologie, chercheuse associée au Centre d'études sociologiques, Université Saint-Louis

---

« Les femmes sont de plus en plus nombreuses en rue » ... Cette assertion apparaît souvent à la une de nos journaux mais également dans les discours des professionnels chargés d'intervenir auprès des personnes en errance. Or, l'analyse des statistiques disponibles en la matière nuance fortement ce constat. Qu'en est-il véritablement de cette augmentation des femmes en rue ? Quelles sont les particularités des femmes qui connaissent un épisode d'exclusion du logement ? Autant de questionnements que nous tentons d'éclairer au cours de ces quelques pages.

---

### QUE DISENT LES DONNÉES STATISTIQUES ?

Notre intérêt pour le phénomène de l'errance féminine a débuté par un double constat : la surreprésentation de la thématique des femmes sans-abri – qui serait justifiée par une féminisation du phénomène intervenue récemment – dans le discours médiatique et auprès des acteurs du système de prise en charge des personnes exclues du logement, alors que les données statistiques disponibles des institutions, au cours des 10 dernières années, nuancent, voire contredisent cette féminisation supposée. Les femmes sans-abri sont-elles vraiment de plus en plus nombreuses ?

Pour étayer notre propos, nous nous appuyons sur les données statistiques de plusieurs structures d'hébergement d'urgence (asiles de nuit) à Bruxelles. Pour justifier notre intérêt pour ce type de structures, il s'agit tout d'abord de s'accorder sur ce que recouvre exactement la notion de « sans-abri ». En effet, alors que son usage courant dans le langage commun pourrait laisser penser à une appréhension immédiate, on note l'existence de nombreux amalgames autour de cette

notion. Pour notre part, nous nous référons à la typologie ETHOS (European Typology of Homelessness and Housing Exclusion) élaborée par les chercheurs de l'Observatoire européen du sans-abrisme en 2005. La conférence européenne de consensus sur le sans-abrisme recommandait, en 2010, dans ses conclusions, l'usage de cette typologie. Celle-ci, qui cherche à décrire l'exclusion du logement dans son ensemble, réduit le sans-abrisme à deux situations spécifiques : le fait de dormir au sein de l'espace public ou en centre d'hébergement d'urgence (défini comme étant un hébergement le plus souvent gratuit et de très courte durée). Lorsque nous évoquons les femmes sans-abri, ce sont à ces deux situations que nous nous rapportons. Concernant les autres configurations résidentielles, nous utiliserons le terme « exclu(e) du logement ». Suite à cette précision, nous pouvons passer à la présentation des données statistiques disponibles. Nous n'avons pas ici de volonté de représentativité ou d'exhaustivité. Par ailleurs, en nous appuyant sur les données de fréquentation des structures, nous sommes consciente qu'une partie de la population – celle qui ne fréquente pas les services – nous échappe. L'objectif de ce panorama statistique est de faire ressortir

tir quelques grandes tendances qui nous permettent d'élargir la réflexion relative à l'errance féminine.

Le premier opérateur que nous présentons est le SAMU social, acteur majeur sur le terrain bruxellois. En 2006, la structure hébergeait 602 femmes, représentant 13 % de la population hébergée. Dix ans plus tard, on dénombre 833 femmes, avec un pourcentage similaire de 13 % de la population hébergée. En 2011, la structure avait connu un record d'affluence avec 1092 femmes hébergées – la part relative est inconnue pour cette année – ; sur le reste de la période, le nombre de femmes oscille entre 600 et 800. La seconde structure est l'asile de nuit « Pierre d'angle ». Ici, les données disponibles concernent le nombre de nuitées occupées par la population féminine entre 1995 et 2016. Les données disponibles rendent complexe l'identification d'une tendance claire en la matière. On note néanmoins deux tendances : des années de haute fréquentation féminine où on dénombre 800 nuitées annuelles et des années basses où on ne comptabilise que 400 nuitées en moyenne annuelle. Ces hautes et basses années se succèdent de manière aléatoire, sans qu'une augmentation puisse être véritablement

décelée. Si on observe la part relative des femmes au sein de la population hébergée par cette structure, celle-ci oscille entre 3 et 5 % tout au long de la période, représentant une part relativement marginale de la population aidée. Enfin, on peut également citer les dénombrements de la Strada, Centre d'appui au secteur bruxellois d'aide aux sans-abri, qui vise à comptabiliser au cours d'une même nuit toutes les personnes en situation d'exclusion du logement. Nous nous intéressons ici aux personnes catégorisées en tant que personnes sans-abri. Entre 2008 et 2014, le nombre de femmes dénombrées en rue est passé de 31 à 40, le nombre de femmes hébergées en structure d'urgence passe de 41 femmes en 2008 à 139 en 2014 (toutes hébergées au SAMU social). Cette augmentation peut s'expliquer par la nouvelle politique mise en place par le SAMU social à partir de 2012, qui consiste à ne refuser aucune demande d'hébergement émise par une femme.

En résumé, ces différentes données sont loin de permettre de déceler une tendance claire quant à une augmentation du nombre de femmes au sein de la population sans-abri. Quand il y a une augmentation en nombre absolu, elle ne se confirme pas en part relative. Face à ces chiffres, l'hypothèse la plus plausible serait plutôt une augmentation de la population sans-abri dans son ensemble, plutôt qu'une féminisation de celle-ci. S'il y a plus de femmes en rue, c'est parce qu'il y a plus de personnes en rue. Dès lors, où sont les femmes confrontées à un épisode d'exclusion du logement ?

## SPÉCIFICITÉS DU PARCOURS RÉSIDENTIEL DES FEMMES SANS-ABRI/EXCLUES DU LOGEMENT

Le parcours résidentiel des femmes confrontées à un épisode d'exclusion du logement est marqué par deux phénomènes concomitants : d'une part, une organisation du système de prise en charge qui favorise l'orientation des femmes vers des structures d'hébergement de longue durée (maisons d'accueil) et d'autre part, un recours plus systématique des femmes à leur réseau amical et/ou familial.

### ORGANISATION DU SYSTÈME DE PRISE EN CHARGE

Pour étayer notre hypothèse d'une orientation privilégiée des femmes vers les structures d'hébergement de longue durée, nous pouvons notamment nous baser sur la distribution des places disponibles au sein du secteur des maisons d'accueil. Pour ce faire,

nous nous basons sur le listing des membres de l'AMA (Association des maisons d'accueil et des services d'aide aux sans-abri). Au total, nous avons pu prendre les données de 54 institutions, pour un total de 1727 places disponibles en Wallonie et à Bruxelles. 51 % de ces places sont réservées aux femmes avec ou sans enfants ; 25 % aux hommes seuls ; 21 % sont modulables (non réservés à une catégorie spécifique de genre ou de composition familiale) ; 2 % sont réservées aux femmes seules et le 1 % restant sont attribués aux hommes ou aux femmes sans enfant. Ce panorama nous permet de dresser deux constats principaux.

Premier constat : celui d'une **offre privilégiée pour les femmes**. Historiquement, on retrouve les premières institutions d'hébergement pour femmes, le plus souvent d'obédience religieuse, dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Ces institutions sont alors réservées soit aux jeunes « filles-mères » (qu'il s'agira de remettre dans le droit chemin), soit aux jeunes filles ouvrières obligées de s'éloigner du domicile familial pour des raisons financières et qu'on considère comme incapables de vivre seule. L'hébergement des femmes dans une perspective de protection est un élément historique. Au début du 21<sup>e</sup> siècle, ces institutions ont profondément changé, même si le statut de mère (et non plus jeune « fille-mère ») reste central. Toutefois, il s'agit d'apporter des nuances à ce constat. En effet, le nombre de places disponibles concerne les femmes et leurs enfants. Si on émet l'hypothèse que chaque femme est accompagnée d'au moins un enfant, ce nombre de places pour les femmes est donc réduit de moitié au minimum. Les rapports d'activité des différentes structures font d'ailleurs apparaître qu'on est plus proche d'un ratio 1/3 d'adultes pour 2/3 d'enfants au sein de ces structures. Au mieux, ce sont donc environ 450 places qui sont disponibles pour les femmes, mais un chiffre plus proche de la réalité serait d'environ 300 places. On part donc d'une situation où les femmes semblaient privilégiées, mais une analyse plus détaillée montre une situation égalitaire, voire légèrement défavorable pour les femmes. Toutefois, il serait inopportun d'étudier cette offre sans prendre en compte la demande. En effet, le dénombrement de 2014 de la Strada relatif à l'exclusion du logement est assez clair : sur les 2603 personnes repérées comme étant en situation d'exclusion du logement, 1454 étaient des hommes, 581 des femmes, 507 des mineur.e.s et 61 de genre inconnu. Si on isole uniquement les hommes et les femmes, on obtient 71 % d'hommes en situation d'exclusion du logement contre 29 % de femmes. Si

l'offre de places en maisons d'accueil s'avère relativement équitable, la demande est plus que déséquilibrée et entraîne un manque de places criant pour la population masculine.

Second constat : celui d'une **offre privilégiée pour les mères** : si une femme a plus de chances de trouver une place en maison d'accueil en raison de son genre, ses chances seront d'autant plus grandes si elle est une mère. Une seule structure déclare accueillir des femmes seules, tandis que 14 structures accueillent des hommes seuls ; 34 places pour les femmes seules contre 430 pour les hommes seuls. Parallèlement, aucune structure ne déclare comme public cible des hommes seuls avec ou sans enfants, bien qu'on puisse penser que cette configuration soit possible dans les maisons 'pour tous' où les places sont modulables. Ces différentes classifications font apparaître une image encore très traditionnelle de la femme comme responsable principale des enfants.

### UN RECOURS PLUS SYSTÉMATIQUE AU RÉSEAU INFORMEL

Lors des différentes recherches menées auprès des personnes sans-abri, sur base d'un échantillon relativement large comprenant à la fois des hommes (majoritairement) et des femmes, une différence notable est apparue dans la manière dont hommes et femmes réagissent face à l'absence de logement. Si l'organisation institutionnelle influe sur le parcours résidentiel des femmes, il s'agit de ne pas ignorer leurs stratégies propres, dont un recours plus marqué au réseau informel. De leur côté, les hommes vont mettre en place une stratégie d'évitement par rapport au cercle familial et/ou amical proche pour cacher leur situation par sentiment de honte. Lorsqu'un hébergement chez un tiers intervient, il a lieu chez d'anciens compagnons d'infortune. Si pour les femmes, l'hébergement chez un tiers va avoir pour objectif d'éviter de devenir sans-abri (visée préventive), pour les hommes, il vise à essayer de sortir de cette situation ou, en tout cas, de s'éloigner momentanément du réseau institutionnel. Cet hébergement est le plus souvent transitoire, de courte durée, ces stratégies de co-logement menant souvent à une expulsion du logement à court ou moyen terme.

Du côté des femmes, bien que le recours au réseau informel puisse aussi provoquer de la honte et qu'il ne soit pas forcément aisé d'en faire la demande, cette démarche se justifie par l'insécurité que pourrait entraîner la vie en rue, d'autant plus s'il y a des enfants.

Privilégier l'hébergement chez un membre de la famille, c'est éviter de leur faire vivre l'expérience de la structure d'hébergement, tenter de garder l'image du foyer familial, mais surtout éviter le contact avec les services sociaux, par crainte d'un éventuel placement des enfants en institution. Néanmoins, cette stratégie demande un important investissement chez ces femmes qui doivent faire preuve d'une importante mobilité résidentielle pour éviter d'épuiser leur réseau trop rapidement. De plus, dans certains cas, lorsque cet hébergement a lieu dans un cercle social plus lointain, il n'est pas rare que l'hospitalité soit offerte par des hommes aux intentions peu honorables, ce que la sociologue française Maryse Marpsat qualifie d'« avantage sous contrainte ». Enfin, ce recours au réseau informel concourt à un phénomène plus large

d'invisibilité des femmes en situation d'exclusion du logement, phénomène dont l'ampleur est difficile à appréhender tant pour les opérateurs du secteur que pour les chercheur.e.s.

## POUR CONCLURE

Si, en termes absolus, on peut voir les indices d'une augmentation du nombre de femmes en situation de sans-abrisme, comparativement à il y a 10 ans, l'analyse de la part relative des femmes dans la population sans-abri montre qu'on assiste plutôt à une augmentation globale du phénomène du sans-abrisme qu'à une féminisation de celui-ci. Pour comprendre cette sous-représentation de femmes dans la population sans-abri, il s'agit de s'intéresser aux spécificités du parcours résidentiel féminin, influencé à la fois par l'organisation de

la prise en charge institutionnelle orientée vers l'hébergement de long terme, et par les stratégies individuelles des femmes qui privilégient le réseau informel.

Toutefois, l'objectif de cet article n'est pas de minimiser la situation des femmes sans-abri. Savoir si elles sont oui ou non plus nombreuses ne doit pas être le point central du débat, il s'agit d'insister sur la nécessité de mettre en place une politique qui puisse prendre en compte l'exclusion du logement dans son ensemble au-delà des clivages genrés. À cet égard, dépasser l'urgence pour repenser les dispositifs d'insertion, notamment par le logement, apparaît comme un des défis essentiels pour enrayer cette augmentation de l'errance, qu'elle soit masculine ou féminine. ■

*Intervention de Marjorie Lelubre.*

*Colloque, Femmes avec ou sans toit. Journée 1: Sans-abrisme et féminisme. Jeudi 22 mars 2018.*

